L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureaux, No 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI, 24 JUILLET 1879

LA CONVENTION.

Séance de Mercredi, 23 juillet.

La séance est ouverte à 10 heures. Soixante-huit délégués sont présents. M. Wilkz occupe le fauteuil.

L'ordre du jour appelle l'ordonnance de la dette, du gouvernement et du dommage de la ville de la Nlle-Orléans.

Le secrétaire lit l'article 1.

M. McGloin dit que le comité ayant présenté le rapport trop tard, la Convention, vu le peu d'heures qui lui reste à siéger, agirait prudemment en laissant la question à la prochaine Législature.

M. McGloin présente un substitut qui déclare que la Législature qui se réunira après l'adoption de la présente constitution devra pourvoir au paiement de la dette de la Nlle-Orléans, et indiquer la manière dont les ressources de la ville devront être appliquées au paiement des obligations. Elle pourra réviser la charte, changer la forme de gouvernement de la corporation, et devra déserter que le salaire d'aucun des fonctionnaires ne devra excéder trois mille cinq cents piastres par an.

M. Howe appuie la proposition du renvoi de la question à la Législature.

M. Bell, *chairman* du comité, la combat, et maintient que l'adoption du rapport de la majorité des membres sera un soulagement pour les contribuables. Il ajoute-t-il, l'assemblée ne doit pas la taxe à un sol demi pour cent ou quinze *mills*, elle répondrait la dette de la ville.

M. Bell croit qu'il faut cinq mills pour payer l'intérêt des obligations.

M. Seymes préconise fortement la taxe d'un sol demi pour cent. Il se contente-rait de l'adoption des articles 2 et 3, et si l'assemblée acceptait ces articles, il serait disposé à laisser à la Législature la solution du reste.

M. Forman demande comment la Nlle Orléans pourra supporter le fardeau d'une dette de vingt-quatre millions, lorsque l'Etat est déjà sous le poids de douze millions. Le délégué d'Orléans, en faisant des réformes que réclament les citoyens de la métropole, qualifie de sages celles que l'assemblée a faites dans le cours de la session. Le rapport de la minorité, dit-il, porte les signatures de six délégués qui représentent la ville et ont, de la situation actuelle de sa situation financière, une connaissance tout aussi exacte que les signataires du rapport de la majorité.

M. McGloin dit que le comité, désigné dans les premiers jours de la Convention, a attendu jusqu'au dernier moment pour faire un rapport, et veut maintenant que l'assemblée se prononce, sans retard, sur un des sujets les plus importants qui lui aient été soumis. Le délégué d'Orléans s'étend longuement sur le rejet de toutes les propositions faites aux porteurs, qui ont accepté les obligations à vingt-cinq sous à la piastre. Il est persuadé que